

A propos de la déclaration de M. Macron du 12 juillet 2021

Le gouvernement, par la voix de son chef, qui avait dit être en guerre contre le virus, n'a pas du tout employé la « *manière forte* » comme le disent ce matin les médias. Le gouvernement nous demande de le croire sur parole, alors qu'il a été pris à plusieurs reprises en flagrant délit de camouflage de la réalité sanitaire, sociale, politique, économique, militaire et sécuritaire. Des doutes sérieux, relayés par de nombreux spécialistes, immunologues, épidémiologistes et oto-rhino-laryngologues connus pour leur compétence, persistent sur l'efficacité et les effets secondaires possibles concernant en particulier les seuls vaccins autorisés par l'Union européenne qui favorise ouvertement les transnationales capitalistes occidentales.

Beaucoup de citoyennes et citoyens n'ont pas confiance dans les laboratoires pharmaceutiques américains qui produisent des vaccins à ARN, type de vaccin jamais utilisé à cette échelle. La plupart des autres Etats, en Russie, à Cuba, en Chine, ont opté pour des vaccins plus traditionnels qui ont visiblement les mêmes effets immédiats (neutraliser la mortalité sur les nouvelles vagues quand la vaccination est significative dans le pays considéré) sans prendre de risque sur les effets secondaires ou sur la longue durée, sans non plus imposer des troisièmes et quatrièmes doses très lucratives pour les futures vagues (obsolescence programmée !). La Chine a clairement les moyens techniques de produire un tel vaccin à ARN mais a préféré en produire des formes plus traditionnelles, pourtant plus coûteux à produire, pour leur innocuité démontrée depuis longtemps. Ils sont "moins efficaces" globalement (autour de 70%) que les Pfizer et Moderna pour le variant de l'année dernière, mais efficaces à 100% pour éviter les hospitalisations et donc les morts : n'est-ce pas l'essentiel ?

L'OMS, les personnels CGT soignants rappellent qu'il faut convaincre et non contraindre concernant la vaccination. Comment cela est-il possible si on ne donne pas ce choix aux citoyens, ni la possibilité démocratique de boycotter les vaccins à ARN. Nous ne pouvons donc pas accepter de nous soumettre à une décision d'un pouvoir qui a empêché toute discussion publique, pluraliste et scientifique portant sur ses décisions et ses erreurs flagrantes.

Ce gouvernement qui n'a cessé de se contredire empêtré qu'il est dans sa logique libérale qui tend chaque jour à sacrifier un peu plus la santé publique sur l'autel du profit, ce gouvernement qui il y a un an disait que les masques ne servaient à rien, envoyait les personnels soignants au front sans aucune protection, le même veut maintenant imposer la vaccination aux personnels soignants et autres personnes au contact de la population (sauf les forces de l'ordre précise-t-il !) et à terme de fait à l'ensemble de la population.

Evidemment l'obligation du pass-sanitaire, après celles des couvre-feux et des confinements constitue une avancée de plus dans la société du contrôle et de la répression basée sur la politique de la peur et de la désinformation. D'autant que la question légitime à se poser est quelle est l'efficacité d'une mesure de vaccination obligatoire qui ne concerne que la France alors que celle-ci ne représente qu'1% de la population mondiale et que 95 pays n'ont pas atteint les 10% de vaccinés ? L'OMS, qui s'est quand même moins trompée que le gouvernement français

depuis le début de la pandémie (et dont le gouvernement assure suivre les recommandations) estime que l'immunité ne sera atteinte que lorsque 90% de la population mondiale sera vaccinée.

Mais ce qui est le moins commenté par les médias et n'a rien à voir avec ce qui précède, à croire qu'il s'agit d'un écran de fumée, c'est ce qu'a annoncé M. Macron hier sur l'assurance chômage et la retraite et que le MEDEF a applaudi des deux mains.

En s'appuyant sur de nouvelles privations de libertés et tentatives de museler le peuple, le gouvernement veut faire franchir à la population un nouveau bond en arrière en matière de droits sociaux et prolonger la durée du travail alors que le chômage continue de monter et que la misère explose.

De plus annoncer la mise en œuvre d'une réforme de l'assurance chômage que la justice vient de retoquer en dit long sur le respect des institutions de la part d'un gouvernement où même le ministre de la Justice se trouve en délicatesse avec celle-ci.

La division fondamentale dans ce pays n'est pas entre celles et ceux qui font le choix individuel de se faire vacciner ou pas mais entre les tenants des richesses et celles qui s'opposent à leur spoliation, aux violations des libertés et à la répression.

Si on veut mener la guerre à la pandémie ce n'est pas par la politique de la peur, du contrôle et de la répression mais cela passe :

- Par la nationalisation de l'industrie pharmaceutique
- Par la création d'emplois dans la santé
- Par l'augmentation des lits et des équipements
- Par l'intégration de la santé privée dans le secteur public
- Par le retour à la gestion ouvrière de la sécurité sociale, elle qui n'a jamais été déficitaire dans un pays bien moins riche et la restitution des moyens pris à celle-ci

L'ANC, à la mesure des moyens qui sont les siens, continuera le combat dans ce sens-là

Paris le 13 07 2021